

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JUILLET 1923.

Projet de loi portant création du « Régistre de commerce »

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi créant un « registre de commerce ».

Cette institution, qui existe dans plusieurs pays étrangers, a pour objet d'assurer l'identification des établissements commerciaux et la publicité du commerce ; elle servira en outre à arrêter les listes électorales pour la formation des tribunaux consulaires. Le registre du commerce constituera une sorte d'état civil des maisons de commerce.

Des mesures de publicité sont imposées par la législation actuelle en ce qui concerne notamment les autorisations de faire le commerce données à la femme mariée ou au mineur, les décisions portant interdiction ou mise sous conseil judiciaire, les contrats de mariage entre époux dont l'un est commerçant, les actes des sociétés de commerce ; mais cette publicité est éparse et elle est réalisée par des modes divers. Le registre du commerce fera cesser les inconvénients inhérents à cette dispersion ; il groupera ces renseignements et en corrigera les lacunes. Les intéressés pourront ainsi faire des recherches faciles, rapides et complètes qui leur fourniront une vue de la situation générale de chaque maison de commerce. Ils seront en outre utilement éclairés sur la nationalité des établissements étrangers et en mesure de se défendre mieux dans la lutte économique internationale.

Le registre du commerce servira, d'autre part, aux autorités chargées de dresser les listes électorales consulaires qui, depuis la suppression de la patente, doivent être établies sur d'autres bases. C'est pourquoi l'inscription au registre est requise pour l'exercice du droit électoral consulaire.

Il y a lieu de remarquer que l'immatriculation au registre du commerce ne prouvera pas par elle seule la qualité de commerçant. Cette qualité dépend de deux éléments : 1° qu'il y ait exercice d'actes qualifiés commerciaux ; 2° que cet exercice constitue une profession habituelle. C'est là une question de fait et d'appréciation.

Elle ne sera pas non plus, comme elle l'est en Suisse, attributive de juridiction. Nos lois sur la compétence *ratione materiae* sont d'ordre public ; il ne pourrait

appartenir au justiciable de les modifier dans leurs conséquences, par le seul accomplissement de cette inscription.

L'obligation de se faire inscrire au registre du commerce sera analogue à l'obligation imposée au commerçant de tenir des livres de commerce, parafés et visés par les autorités compétentes (Code de com., liv. 1^{er}, t. II).

L'organisation proposée comporte un registre par ressort de tribunal de commerce ou de tribunal civil exerçant la juridiction commerciale (art. 1^{er}). La centralisation des renseignements en un registre unique n'a pas paru nécessaire; l'obligation imposée au commerçant de mentionner sur tous écrits ou imprimés, le lieu et le numéro de l'immatriculation (art. 10) suffira à rendre aisées les recherches.

La mention du lieu et du numéro de l'immatriculation sur les écrits et imprimés du commerçant constitue une mesure comparable aux mentions « Société anonyme », « Société en commandite par actions », « Société Coopérative », « Union du Crédit » que les articles 79, 113, 132 et 146 de la loi sur les sociétés de commerce prescrivent de porter sur les actes, factures et annonces de ces sociétés.

Le registre est tenu au greffe. Il est établi au moyen des déclarations requises des commerçants (art. 2) et des sociétés commerciales (art. 5), et de communications à faire par les greffes des cours et tribunaux (art. 4).

Le référendaire ou le greffier n'aura pas à se préoccuper de la sincérité ou de l'exactitude des déclarations; il lui appartiendra seulement de s'assurer que celles-ci sont complètes (art. 7).

Le registre du commerce est institué spécialement dans l'intérêt des commerçants, qui ne manqueront pas de faire preuve de bonne volonté pour en permettre la tenue régulière. Aussi n'a-t-il pas paru nécessaire de recourir à des sanctions soit d'ordre civil soit d'ordre repressif. Le commerçant ou la firme qui refuserait de se faire connaître loyalement par l'inscription au registre du commerce, serait disqualifié au regard du commerce sérieux. Cette menace d'ébranlement du crédit constitue une sanction intrinsèque, plus efficace peut-être que des mesures de contrainte, qui d'ailleurs répugnent à nos traditions nationales. Ajoutons que le commerçant belge qui omettrait de se conformer aux prescriptions de la loi ne pourrait figurer sur la liste des électeurs pour la formation des tribunaux de commerce (art. 11).

Les déclarations à porter au registre sont différentes dans la forme, selon qu'il s'agit d'un particulier ou d'une société; mais elles ont toujours pour objet de déterminer l'identité et la capacité des personnes ainsi que la nature de l'entreprise commerciale ou industrielle (art. 2 et 5).

Le capital des sociétés ne doit pas être déclaré, contrairement à ce que prescrit la loi française. Il n'eût pas été possible d'adopter une mesure analogue à l'égard du commerçant individuel. Au surplus, pareille déclaration n'aurait eu de résultat pratique qu'à la condition d'être complétée par celle du bilan annuel.

Les différentes mentions à faire dans la déclaration sont celles qui répondent directement au but poursuivi par la loi. C'est pourquoi, moins rigoureux que la loi française, le projet n'impose pas la déclaration des indications relatives aux établissements précédemment exploités par le déclarant, ni celles qui concernent les nantissements de fonds de commerce ou le privilège du créancier gagiste. Les mentions de ce genre servent, en effet, à évaluer le crédit plutôt qu'à déterminer l'identité et la capacité du commerçant. C'est pour cela aussi que les brevets d'invention et les marques de fabrique ne doivent pas être déclarés.

Des renseignements, communiqués par les greffiers et référendaires compétents, compléteront les déclarations en cas de décisions judiciaires relatives à l'interdiction, à la mise sous conseil judiciaire, au divorce, à la séparation de corps, à la faillite ou au concordat (art. 4).

Toutes les modifications survenues aux faits mentionnés au registre doivent être également signalées (art. 5).

Au registre doit figurer aussi l'indication de toute installation commerciale. Chaque établissement, chaque succursale, chaque agence sera immatriculée au registre du ressort de son siège. Cependant une seule inscription par commerçant ou par société sera complète; ce sera celle du principal établissement en Belgique; les autres mentions seront sommaires et il y sera procédé sur la production d'un extrait de l'immatriculation principale (art. 6).

L'inscription au registre du commerce sera constatée par l'apposition du « visa » du référendaire ou du greffier et de l'indication du numéro de l'immatriculation sur un des exemplaires de la déclaration, qui sera restitué à l'intéressé (art. 7).

Les personnes désireuses d'obtenir des renseignements contenus dans le registre du commerce pourront demander un extrait de ce registre. Toutefois, certaines décisions judiciaires, si elles sont devenues sans objet, ne pourront pas y figurer (art. 8).

Les dépenses occasionnées par la tenue du « Registre de commerce » seront couvertes par la perception d'un droit d'inscription. Ce droit est fixé à 20 francs pour toute immatriculation principale et également pour toute immatriculation de succursale ou d'agence. On ne peut contester qu'il soit équitable de percevoir pour un second établissement, un droit égal à celui qui est dû pour un établissement unique, car la multiplication des établissements, succursales ou agences est un signe évident de prospérité.

Le droit de déclarations modificatives est fixé à 10 francs. Ce droit est perçu chaque fois que l'inscription principale doit être modifiée. Ainsi le commerçant qui ouvre une succursale devra payer 20 francs d'immatriculation pour celle-ci et 10 francs pour modification de son inscription principale (art. 9).

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

Le Ministre des Affaires Économiques,

S. VAN DE VYVERE.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

R. MOYERSOEN.

(4)

(1)
(N^o 388.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JULI 1923.

Ontwerp van wet tot instelling van het « Handelsregister »

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNHEEREN,

De Regeering heeft de eer U een ontwerp van wet tot instelling van een handelsregister, ter overweging voor te leggen.

Deze instelling, die in vele vreemde landen bestaat, heeft ten doel de identificatie der handelsondernemingen en de openbaarheid van den handel te verzekeren; zij zal daarenboven dienen om de kiezerslijsten op te maken voor de samenstelling van de rechtbanken van koophandel. Het handelsregister zal in zekeren zin de burgerlijke stand van de handelshuizen zijn.

Maatregelen tot openbaarmaking worden door de huidige wetgeving opgelegd, onder meer wat betreft de aan de gehuwde vrouw of aan den minderjarige verleende machtigingen tot het drijven van handel, de rechterlijke beslissingen inzake het stellen onder curatele of het benoemen van een gerechtelijken raadsman, de huwelijksche voorwaarden tusschen echtelieden van wie er één koopman is, de akten van handelsvennootschappen; maar er bestaat geen eenheid in deze openbaarmaking, die op onderscheidene wijzen geschiedt.

Door het handelsregister zullen de bezwaren van dit gebrek aan eenheid verdwijnen; de inlichtingen zullen samengevoegd en de leemten ervan aangevuld worden.

De belanghebbenden zullen aldus gemakkelijk snelle en volledige navorsingen kunnen doen, waardoor zij een algemeen overzicht van den toestand van iedere handelszaak kunnen verkrijgen. Zij zullen bovendien het voordeel hebben ingelicht te zijn over de nationaliteit van buitenlandsche

handelshuizen en aldus beter in staat zijn om zich in den internationalen economischen strijd te verdedigen.

Het handelsregister zal anderzijds gebruikt worden door de autoriteiten belast met het opmaken van de kiezerslijsten voor de Rechtbanken van koop-handel, welke lijsten, sedert de afschaffing van het patent, volgens andere gegevens dienen opgemaakt. Daarom ook is de inschrijving in het register vereischt om kiesgerechtigd te zijn voor de rechtbanken van koophandel.

Er dient te worden opgemerkt dat alleen de inschrijving in het handelsregister niet als bewijs van den staat van koopman geldt. Om dezen staat te bezitten moet men aan twee voorwaarden voldoen, namelijk : 1) dat men zoogenaamde handelsverrichtingen uitoefene en 2) dat deze uitoefening het gewone beroep zij.

Het geldt hier eene kwestie van feiten en van appreciatie.

Bedoelde inschrijving zal evenwel, zooals dat in Zwitserland het geval is, rechtsmacht toekennen. Onze wetten betreffende de bevoegdheid « *ratione materiae* » zijn van openbare orde; het ware niet denkbaar dat het den rechtzoekenden zou vrijstaan de gevolgen dezer wetten te wijzigen alleen door het vervullen van de formaliteit der inschrijving.

De verplichting om zich te doen inschrijven in het handelsregister zal overeenstemmen met die waarbij de koopman verplicht is om door de bevoegde autoriteiten geparafeerde en geviseerde handelsboeken te houden. (Wetboek van koophandel, 1^e B., T. II).

De voorgestelde instelling voorziet één handelsregister per rechtsgebied van elke rechtbank van koophandel of van elke burgerlijke rechtbank met bevoegdheid in handelszaken (art. 1).

Het centraliseeren der inlichtingen in één enkel register is niet noodzakelijk gebleken; doordat de koopman verplicht is om op alle geschreven of gedrukte stukken de plaats en het nummer der inschrijving (art. 10) te vermelden, worden de opzoeken zeer gemakkelijk.

De vermelding van plaats en nummer van de inschrijving op de geschreven en gedrukte stukken van den koopman is een maatregel die te vergelijken is met de aanduidingen : naamloze vennootschap, commanditaire vennootschap op aandelen, cooperatieve vereeniging, kredietvereeniging, waarvan vermelding op de akten, lacturen en aankondigingen van de handelsvennootschappen bij de artt. 79, 113-132 en 146 van de wet op de handelsvennootschappen wordt voorgeschreven.

Het register wordt gehouden ter griffie. Het wordt opgemaakt door middel van de vanwege de kooplieden (art. 2) en handelsvennootschappen (art. 5) vereischte opgaven en van de door de griffie's der hoven en rechtbanken te verstrekken mededeelingen (art. 4).

De referendaris of griffier hoeft zich niet te bekommeren om de oprechtheid of de nauwkeurigheid der opgaven; hij dient zich slechts te vergewissen of deze volledig zijn (art. 7).

Het handelsregister is bijzonder ingesteld in het belang der kooplieden, die niet nalaten zullen blijk te geven van hunne goede gezindheid opdat

bedoeld register regelmatig kunne gehouden worden. Daarom ook is het overbodig gebleken burgerlijke of repressieve straffen te voorzien. De koopman of de firma, die weigeren zou zich in alle oprechtheid te doen kennen door inschrijving in het handelsregister zou in de oogen van de ernstige handelslieden alle aanzien verliezen. Het gevaar dat die weigering zijn krediet zou aan 't wankelen brengen is voor den koopman reeds eene sanctie op zichzelf, die wellicht doeltreffender is dan alle dwangmaatregelen, welke trouwens tegen onze nationale overleveringen indruischen.

Laten wij daar nog bijvoegen dat de Belgische koopman, die nalaten zou zich naar de voorschriften der wet te gedragen, niet op de lijsten der kiezers voor de samenstelling der rechtbanken van koophandel zou kunnen gebracht worden (art. 44).

De vorm waarin de in het register in te schrijven opgaven zullen moeten verstrekt worden is verschillend, naar gelang het een persoon of eene vennootschap geldt. Nochtans moeten deze opgaven in elk geval dienen om de identiteit en de bevoegdheid van de personen vast te stellen, alsmede den aard van den handel of van de industrie (art. 2 en 3),

In strijd met hetgeen de Fransche wet voorschrijft, dient het kapitaal der vennootschappen niet te worden opgegeven.

Een dergelijke maatregel ware immers onmogelijk te treffen ten opzichte van een individueel koopman; daarenboven zou eene dergelijke opgave maar eenig practisch nut hebben wanneer zij door de vermelding van de jaarlijksche handelsbalans werd aangevuld.

De verschillende aanduidingen die in de opgave dienen vermeld zijn deze die rechtstreeks beantwoorden aan het door de wet nagestreefde doel. Minder streng hierin dan de Fransche wet, verplicht onze wet niet tot de opgave van aanwijzingen betreffende vroeger door den declarant gedreven handelszaken, noch van deze die betrekking hebben op de pandgevingen van handelsgoederen of de bevoorrechte schuldvordering van den schuld-eischer-pandhouder. De vermeldingen van dien aard dienen inderdaad veel meer om het krediet te schatten, dan om de identiteit en de bevoegdheid van den koopman te bepalen. Daarom ook is het, dat noch de octrooien van uitvinding, noch de fabrieksmerken dienen opgegeven.

De opgaven dienen aangevuld door inlichtingen, mede te deelen door de bevoegde griffiers en referendarissen, in geval van gerechtelijke beslissingen in zake het stellen onder curatele, het benoemen van eenen gerechtelijken raadsman, de echtscheiding, de scheiding van tafel en bed, het faillissement of het akkoord (art. 4).

Ondergaan de in het register vermelde feiten eenige wijziging, dan dient daarvan eveneens opgave te worden gedaan (art. 5).

Op het register dient ook de aanwijzing van elke handelsinrichting voor te komen. Elke handelszaak, elke filiaal, elk bijkantoor zal ingeschreven worden in het register van het rechtsgebied van de plaats van vestiging. Nochtans zal slechts ééne inschrijving voor elk koopman of elke vennootschap volledig zijn: deze van de hoofdonderneming in België: de andere opgaven zullen beknopt zijn, en de inschrijving zal geschieden op overlegging van een uittreksel uit de voornaamste inschrijving (art. 6).

Dat de inschrijving in het handelsregister is geschied zal blijken uit het door den referendaris of griffier daarop gestelde visum en uit de aanduiding van het nummer van de inschrijving op een der exemplaren van de opgave; dat aan den betrokkene zal teruggegeven worden (art. 7).

De personen, die verlangen inlichtingen te bekomen, welke in het handelsregister ingeschreven zijn, kunnen een uittreksel uit het register aanvragen. Nochtans mogen sommige gerechtelijke beslissingen, indien zij vervallen zijn, op bedoelde uittreksels niet voorkomen (art. 8).

De kosten van het houden van het handelsregister zullen gedekt worden door het invorderen van een inschrijvingsrecht. Dit recht is vastgesteld op 20 frank voor elke hoofdschrijving en insgelijks voor elke inschrijving van eene filiaal of van een bijkantoor. Het valt niet te betwisten dat het billijk is voor een tweede onderneming een zelfde recht te vorderen als voor eene enkele onderneming verschuldigd is; de vermenigvuldiging der ondernemingen, filialen of bijkantoren is een klaarblijkend bewijs van voorspoed.

Het recht wegens opgaven tot wijziging is vastgesteld op 10 frank. Dit recht is verschuldigd iedermaal de hoofdschrijving dient gewijzigd.

Alzo zal de koopman, die eene filiaal opent 20 frank inschrijvingskosten dienen te betalen voor bedoelde filiaal en 10 frank wegens wijziging van zijne hoofdschrijving (art. 9).

De Eerste Minister, Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

De Minister van Economische Zaken,

S. VAN DE VYVERE.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.



ANNEXE AU N° 388.

BIJLAGE VAN N° 388.

PROJET DE LOI

portant création du « registre de
commerce ».

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances, et de
Nos Ministres de la Justice, des Affaires
Economiques et de l'Industrie et du
Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre
des Finances et Nos Ministres de la
Justice, des Affaires Economiques et
de l'Industrie et du Travail sont char-
gés de présenter, en Notre Nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est tenu au greffe de chaque tri-
bunal de commerce ou du tribunal
civil exerçant la juridiction commer-
ciale, un « Registre de Commerce ».

Dans ce registre sont immatriculés
tous les commerçants, particuliers ou
sociétés, qu'ils soient belges ou étran-
gers, dès qu'ils ont en Belgique un
établissement, une succursale ou une
agence quelconque. Y sont portées
toutes les mentions dont la détermination
est prescrite par la loi.

ONTWERP VAN WET

tot instelling
van het « handelsregister ».

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Eerste-
Minister, Minister van Financiën, en
van Onze Ministers van Justitie, van
Economische Zaken en van Nijverheid
en Arbeid.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, en Onze Ministers van
Justitie, van Economische Zaken en
van Nijverheid en Arbeid zijn belast
in Onzen Naam, bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp in te dienen,
waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Ter griffie van elke rechtbank van
koophandel of van elke burgerlijke
rechtbank met rechtsmacht in handels-
zaken wordt een « handelsregister »
gehouden.

In dit register wordt ieder Belgische
of buitenlandsche koopman, persoon
of vennootschap, ingeschreven, zoodra
hij in België eene handelszaak, een
filiaal of welkdanig bijkantoor heeft.
Daarin worden opgenomen al de gege-
vens waarvan de opgave bij de wet is
voorgeschreven.

ART. 2.

Pour requérir son immatriculation au registre du commerce, le commerçant doit déposer au greffe du tribunal dans le ressort duquel est situé son établissement une déclaration en double exemplaire, datée et signée indiquant :

1° Ses nom, prénoms et domicile ;

2° Le lieu et la date de sa naissance ;

3° Sa nationalité d'origine et, le cas échéant, la nationalité qu'il a acquise ;

4° L'appellation sous laquelle il exerce le commerce et la date à laquelle il a commencé ses opérations commerciales en Belgique ;

5° La nature de son industrie ou de son commerce ;

6° L'adresse de son établissement principal et éventuellement de ses succursales ou agences en Belgique et à l'étranger ;

7° Son régime matrimonial ;

8° La date de l'autorisation de faire le commerce, s'il s'agit d'une femme mariée ou d'un mineur.

ART. 3.

L'immatriculation des sociétés de commerce doit être requise par les personnes chargées de leur administration ou de leur gestion. Les requérants déposent au greffe du tribunal dans le ressort duquel est situé l'établissement de la société, une déclaration en double exemplaire datée et signée d'eux et mentionnant :

ART. 2.

De koopman, die verzoekt in het handelsregister ingeschreven te worden, behoort daartoe op de griffie der rechtbank in welker gebied zijne zaak is gevestigd, over te leggen eene in duplo opgemaakte, van datum en handteekening voorziene opgave met de volgende vermeldingen :

1° Zijn naam, voornamen en woonplaats ;

2° De plaats en de dagteekening zijner geboorte ;

3° Zijne nationaliteit van herkomst en eventueel de door hem verkregen nationaliteit ;

4° De handelsnaam, waaronder hij zijne zaak drijft en den datum waarop hij zijne handelszaken in België begonnen is ;

5° De aard van zijn bedrijf of van zijn handel ;

6° Het adres waar de hoofdzaak, en eventueel zijne filialen of bijkantoren in België en in het buitenland gevestigd zijn ;

7° De huwelijksche voorwaarden ;

8° De dagteekening van de machtiging om handel te drijven, indien het eene gehuwde vrouw of een minderjarige geldt.

ART. 3.

De inschrijving van de handelsvennootschappen moet worden verzocht door de met het bestuur of beheer van voorzeide vennootschappen belaste personen. De verzoekers deponeren ter griffie van de rechtbank in welker gebied de handelszaak van de vennootschap gevestigd is, eene in duplo opgemaakte door hen gedateerde en onderteekende opgave met de volgende vermeldingen :

1^o Les nom et prénoms, date et lieu de naissance, nationalité d'origine et éventuellement nationalité acquise ;

a) des administrateurs et des commissaires des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par action et des sociétés coopératives ;

b) des associés autres que les actionnaires, les commanditaires ou les associés des sociétés coopératives ;

2^o La raison sociale ou la dénomination de la société, son siège et la date à laquelle elle a commencé ses opérations en Belgique ;

3^o L'objet de la société ;

4^o L'adresse de l'établissement principal et des succursales ou agences en Belgique et à l'étranger ;

5^o Les nom et prénoms des personnes autorisées à administrer, gérer ou signer pour la société, avec l'indication de la date et du lieu de leur naissance ainsi que de leur nationalité d'origine et, s'il y a lieu, de la nationalité qu'elles ont acquise ;

6^o La date et le numéro du *Moniteur belge* dans les annexes duquel les actes intéressant la société ont été publiés.

ART. 4.

Sont aussi mentionnés au registre dans le mois de la date à laquelle ils ont acquis force de chose jugée, à la diligence du référendaire ou greffier du tribunal ou de la Cour qui les ont rendus :

1^o De naam, voornamen, de plaats en dagteekening der geboorte, de nationaliteit van herkomst en eventueel de verkregen nationaliteit :

a) van de beheerders en commissarissen van de naamloze vennootschappen, van de commanditaire vennootschappen op aandelen en van de cooperatieve vereenigingen ;

b) van de vennoten, die geen aandeelhouder zijn, de vennoten bij wijze van geldschieting of de vennoten van de cooperatieve vereenigingen ;

2^o de handelsnaam of de benaming van de vennootschap, de plaats van vestiging en het tijdstip waarop zij hare handelsverrichtingen in België aangevangen heeft ;

3^o het doel waarvoor de vennootschap opgericht is ;

4^o het adres waar de hoofdzaak benevens de filialen of bijkantoren in België of in het buitenland gevestigd zijn ;

5^o de namen en voornamen van de personen die gemachtigd zijn namens de vennootschap te besturen, te beheeren of te teekenen, met opgave van dag en plaats hunner geboorte, alsook van hunne nationaliteit van herkomst en eventueel van de door hen verkregen nationaliteit ;

6^o de dagteekening en het nummer van het *Staatsblad* in welks bijlagen de op de vennootschap betrekking hebbende akten werden openbaar gemaakt.

ART. 4.

Ten verzoeken van den referendaris of den griffier van de rechtbank of van het Hof waardoor de vonnissen of arresten gewezen zijn, worden eveneens binnen eene maand na den dag waarop zij in kracht van gewijsde zijn gegaan in het register vermeld :

1° Les jugements et arrêts portant l'interdiction ou la mise sous conseil judiciaire du commerçant, ou prononçant la main-levée de ces mesures;

2° Les jugements ou arrêts prononçant le divorce, la séparation de corps et de biens ou la séparation de biens du commerçant;

3° Les jugements ou arrêts déclaratifs de faillite, d'homologation, d'annulation ou de résolution de concordat obtenu par le failli ou prononçant la réhabilitation du failli ou autorisant ou révoquant un sursis de paiement;

4° Les jugements et arrêts d'homologation, d'annulation ou de résolution du concordat préventif de la faillite.

ART. 5.

Tout changement se rapportant aux faits dont les articles précédents prescrivent la déclaration, tout transport, cession ou cessation de l'établissement doivent être déclarés par l'intéressé ou ses ayants-droit.

En cas de transfert ou de cessation de commerce par suite de décès, les héritiers sont tenus d'en faire la déclaration.

ART. 6.

Lorsqu'un commerçant ou une société commerciale a en Belgique plus d'un établissement, succursale ou agence, l'immatriculation est aussi requise dans le ressort où sont situés les établissements secondaires, succursales ou agences. Dans ce cas, le commerçant ou la société produira au

1° Het vonnis of het arrest waarbij de koopman onder curateele wordt gesteld, voor hem een gerechtelijke raadsman wordt benoemd of opheffing dezer maatregelen wordt uitgesproken;

2° Het vonnis of arrest waarbij echtscheiding, scheiding van tafel en bed en van goederen of scheiding van goederen van den koopman wordt uitgesproken;

3° Het vonnis of arrest tot faillietverklaring, tot homologatie, tot nietigverklaring of tot ontbinding van het akkoord door den gefailleerde bekomen of waarbij de rehabilitatie van den gefailleerde wordt toegestaan, of waarbij surséance van betaling wordt verleend of ingetrokken;

4° Het vonnis of arrest tot homologatie, tot nietigverklaring of tot ontbinding van het akkoord tot voorkoming van faillissement.

ART. 5.

Iedere wijziging, die betrekking heeft op de feiten waarvan de opgave bij de voorgaande artikelen is voorgeschreven, iedere overdracht, afstand of opheffing van de handelszaak dienen door den belanghebbende of zijne rechthebbenden opgegeven.

In geval van overdracht of opheffing van de handelszaak ten gevolge van overlijden, zijn de erfgenamen gehouden de opgave te doen.

ART. 6.

Wanneer een koopman of eene handelsvennootschap in België meer dan een zaak, een filiaal of een bijkantoor heeft, dient de inschrijving eveneens gedaan in het gebied waar de bijhuizen, filialen of bijkantoren gevestigd zijn. In dit geval dient de koopman of de vennootschap ter griffi

greffe compétent un extrait de son immatriculation au registre du commerce du ressort où il a fait sa première déclaration.

ART. 7.

Le référendaire ou greffier est tenu de procéder à l'inscription des déclarations déposées et de restituer aux intéressés un exemplaire de la déclaration revêtu de son visa, et portant le numéro de l'immatriculation.

Le référendaire ou greffier ne peut refuser d'opérer les inscriptions requises que dans le cas où les déclarations faites par les requérants ne contiennent pas toutes les mentions prescrites par la loi.

ART. 8.

Toute personne peut se faire délivrer à ses frais des extraits du registre du commerce.

Ces extraits sont délivrés par le référendaire ou greffier. Ils ne mentionneront pas les décisions judiciaires relatives à la faillite en cas de réhabilitation, ou au concordat préventif de la faillite ou au sursis de paiement s'ils ont reçu leur exécution, ou à l'interdiction ou la nomination de conseil judiciaire lorsqu'il y a eu main-levée.

ART. 9.

Sont exempts des droits de timbre et de greffe et dispensés de la formalité de l'enregistrement, les déclarations, extraits et visas prévus aux articles 2, 3, 5, 6 et 7 de la présente loi.

van de bevoegde rechtbank een uittreksel over te leggen uit zijn inschrijving in het handelsregister van het gebied waar hij zijne eerste opgave gedaan heeft.

ART. 7.

De referendaris of griffier is er toe gehouden de gedeponeerde opgaven in te schrijven en aan de belanghebbenden een door hem gevisceerd exemplaar van de opgave terug te geven, waarop tevens het nummer van de inschrijving wordt vermeld.

De referendaris of griffier mag niet weigeren de verzochte inschrijvingen te doen, tenzij de door de verzoekers gedane opgaven niet al de bij de wet voorgeschreven vermeldingen bevatten.

ART. 8.

Een ieder kan zich, op zijne kosten, uittreksels doen verstrekken uit het handelsregister.

Deze uittreksels worden afgegeven door den referendaris of griffier. Daarop worden niet vermeld de gerechtelijke beslissingen in zake het faillissement in geval van rehabilitatie, of in zake akkoord tot voorkoming van het faillissement of in zake de surséance van betaling indien deze uitgevoerd werden, of ook in zake het stellen onder curateele of het benoemen van een gerechtelijken raadsman, wanneer deze maatregelen opgeheven werden.

ART. 9.

Worden vrijgesteld van zegel- en griffierechten en ontslagen van de formaliteit van registratie, de bij artt. 2, 3, 5, 6 en 7 van deze wet voorziene opgaven, uittreksels en visa.

Il est établi un droit de greffe de 20 francs, à l'exclusion de tout droit d'enregistrement, pour les inscriptions au registre du commerce; ce droit de greffe est réduit à 10 francs pour les inscriptions modificatives prévues aux articles 4 et 5.

ART. 10.

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanées des commerçants et des sociétés de commerce, porteront les mots écrits en toutes lettres « *Registre du Commerce* » ou « *Handelsregister* » suivi de l'indication du siège du tribunal où l'immatriculation principale a été faite et du numéro de l'immatriculation.

ART. 11.

Les commerçants et les personnes qui participent à la gestion d'une société de commerce ayant son principal établissement en Belgique, ne jouissent du droit de vote pour la formation des tribunaux de commerce que s'ils sont inscrits au registre du commerce et se sont conformés aux articles 5, 6 et 10 de la présente loi.

ART. 12.

Les formes des déclarations, du registre de commerce et des extraits du registre de commerce, seront déterminés par arrêté royal.

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances et nos Ministres de la Justice, des Affaires Economiques et

Een griffierecht ten bedrage van 20 frank, met uitsluiting van elk registratierecht, is gesteld voor de inschrijvingen in het handelsregister. Dit griffierecht wordt op 10 frank teruggebracht voor de bij de artt. 4 en 5 voorziene inschrijvingen tot wijziging van gedane opgaven.

ART. 10.

Op al de akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen en anderstukken, uitgaande van kooplieden en van handelsvennootschappen dienen voluit de woorden « *Handelsregister* » of « *Registre de Commerce* » te worden vermeld, gevolgd van de aanduiding van den zetel van de rechtbank waar de hoofdinSchrijving gedaan is geworden en van het nummer van de inschrijving.

ART. 11.

De kooplieden en de personen die mede het beheer hebben over eene handelsvennootschap waarvan de hoofdonderneming in België gevestigd is, zijn slechts stemgerechtigd voor de samenstelling van de rechtbanken van koophandel, indien zij in het handelsregister ingeschreven zijn en zich naar de artt. 5, 6 en 10 van deze wet hebben gedragen.

ART. 12.

De modellen van de opgaven van het handelsregister en van de uittreksels uit het handelsregister zullen bij Koninklijk besluit vastgesteld worden.

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, en onze Ministers van Justitie, van Economische Zaken en van

de l'Industrie et du Travail sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 1923.

Nijverheid en Arbeid zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel den 10^e Juli 1923.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

*Le Ministre
des Affaires Économiques,*

*De Minister
van Economische Zaken,*

A. VAN DE VYVERE.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.
